

## Questions orales

**Des voix:** Bravo!

ON DEMANDE UNE INTERVENTION UNILATÉRALE DU  
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Ils ont beau faire des rodomontades et de grands discours, monsieur le Président, il n'empêche que les logements sociaux demeurent un grave problème à Vancouver et dans plusieurs régions de la Colombie-Britannique. Si le ministre du Travail est incapable, lors de sa visite à Vancouver, de parvenir à une entente avec le gouvernement provincial, insistera-t-il pour que le gouvernement fédéral intervienne unilatéralement dans ces programmes de logements sociaux afin d'atténuer cette grave pénurie et ces difficultés à Vancouver?

**L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail):** Monsieur le Président, le gouvernement a pris l'initiative d'augmenter le nombre de logements sociaux au Canada par rapport à ce qu'avait fait la précédente administration.

**Mme Mitchell:** Vous avez fait une croix sur les logements de l'Expo.

**M. McKnight:** Nous allons doubler le nombre de logements proposés aux Canadiens dans le besoin par rapport à ce que leur a offert le précédent programme.

En 1985, monsieur le Président, nous avons augmenté le nombre de ces logements en Colombie-Britannique de 23 p. 100, et cette année, si nous parvenons à une entente, nous augmenterons le nombre de logements sociaux de 60 p. 100 par rapport au résultat de l'ancien gouvernement.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

● (1420)

## L'AGRICULTURE

### LA RÉDUCTION DU PRIX INITIAL DES CÉRÉALES

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, c'est au premier ministre que je m'adresse. Je veux l'interroger au sujet du coup dévastateur porté hier à l'économie agricole du Canada par l'annonce du prix initial très bas pour le blé et l'orge. On demande aux agriculteurs canadiens d'accepter les prix de 1978 alors qu'ils sont aux prises avec les coûts de revient de 1986.

Le premier ministre est-il prêt à annoncer dès maintenant que le gouvernement va leur verser, pour les aider à survivre, un important montant compensateur, comme l'a recommandé le conseil consultatif de la Commission canadienne du blé? Est-il prêt également à convoquer une importante réunion des représentants de tous les pays exportateurs de céréales, de façon que nous puissions mettre au point un plan pour éviter que les agriculteurs canadiens ne soient les victimes de cette guerre commerciale dans le secteur agricole?

**M. Benjamin:** Vous ne sauriez même pas reconnaître un boisseau de blé si vous aviez le nez dessus.

**M. Hnatyshyn:** De quoi vous mêlez-vous? Vous ne sauriez pas vous-même reconnaître vous savez quoi si vous aviez le nez dessus.

**M. Benjamin:** C'était quand la dernière fois que vous en avez pelleté, Ray?

**L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)):** Monsieur le Président, nous sommes conscients des graves difficultés financières qu'éprouvent les céréaliculteurs, non seulement dans l'Ouest, mais partout au Canada. Le gouvernement connaît parfaitement les besoins de l'agriculture. Depuis qu'il exerce le pouvoir, il a pris une centaine de mesures qui ont entraîné des déboursés de plusieurs milliards de dollars. L'année dernière, le gouvernement a investi près de 1.5 milliard de dollars pour venir en aide aux céréaliculteurs de l'Ouest.

Pour ce qui est de l'annonce d'hier, la procédure normale aurait consisté à suivre le taux de prêt américain qui a baissé de 27 p. 100. Nous avons marqué notre volonté de venir en aide aux agriculteurs des Prairies et d'ailleurs en réduisant les prix de 19 p. 100. Ce n'est évidemment pas une bonne nouvelle, mais cela témoigne de l'intérêt que le gouvernement porte à l'agriculture.

### LES EFFETS DU PROJET DE LOI AMÉRICAIN SUR L'AGRICULTURE

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, j'ai du mal à comprendre par quel artifice on fait de l'annonce d'hier une mesure d'aide aux agriculteurs de l'Ouest. Pour ma part, je trouve qu'elle les réduit au désespoir.

Quand le premier ministre s'est entretenu avec le président Reagan, au sommet de Washington, lui a-t-il parlé des effets catastrophiques que le projet de loi américain sur l'agriculture aura pour les agriculteurs de l'ouest du Canada? A-t-il demandé au président Reagan de consentir à la tenue d'une grande réunion des pays exportateurs afin que nous puissions ensemble trouver la réponse à un problème qui va ruiner l'économie de la céréaliculture de l'Ouest si le gouvernement ne réagit pas?

**L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)):** Monsieur le Président, je n'ai jamais dit que l'annonce d'hier aiderait qui que ce soit au Canada. Ce sont de mauvaises nouvelles.

**M. Orlikow:** Répondez à la question.

**M. Mayer:** Quant à la question du député, le premier ministre a abordé le sujet avec le président des États-Unis. Le secrétaire d'État en a parlé avec M. Shultz.

**M. Axworthy:** Quelle est la réponse?

**M. Mayer:** Le ministre de l'Agriculture a soulevé la question, moi aussi, ainsi que le ministre du Commerce international.

**M. Axworthy:** Quelle est la réponse?

**M. Mayer:** Nous l'avons soulevée de manière à pouvoir continuer à nous entretenir avec les Américains pour leur faire prendre conscience de nos préoccupations. Nous ne sommes pas allés les insulter, les traiter de bons à rien ni qualifier leur programme agricole de malhonnête et de peu charitable.